

Mediapart, 27 janvier 2024

« En dix-neuf ans d'exploitation, je n'ai jamais été aussi pauvre »

Mathieu Favodon, éleveur auvergnat de bovins, n'a pas envie de se joindre aux manifestations, récupérées, selon lui, par la FNSEA et la Coordination rurale. Mais il se dit solidaire du mouvement car il voit se dégrader ses conditions de vie. Il juge que les annonces du gouvernement ne suffiront pas.

Nicolas Cheviron

Saint-Hilaire-la-Croix (Puy-de-Dôme).— Jeudi matin, à Saint-Hilaire-la-Croix, un village de 350 habitant·es au nord du Puy-de-Dôme. Mathieu Favodon, 46 ans, est accroupi dans la paille de son étable. Il tient des deux mains la tête et le torse d'un tout jeune veau trépané par un coup de sabot malheureux, tandis que la vétérinaire administre dans le cou de l'animal l'injection létale qui mettra un terme à ses souffrances.

L'accident est rare – ni Mathieu ni son père Bernard n'en ont connu de semblable auparavant –, mais il n'est somme toute qu'un aléa de plus dans son quotidien. Un petit tour du propriétaire suffit à s'en convaincre.

Un regard vers le haut, d'abord, pour admirer la toiture de l'étable, refaite à neuf après un orage de grêle dévastateur, en juin 2022. « Les assurances ne prennent pas tout en charge, elles comptent la vétusté et ne paient pas la TVA. J'en ai eu pour 21 000 euros de ma poche », commente l'éleveur.



Saint-Hilaire-La-Croix, le 25 janvier 2024. Mathieu Favodon a repris la ferme de son père en 2005 et élève des vaches charolaises. © Photo Pablo Chignard pour Mediapart

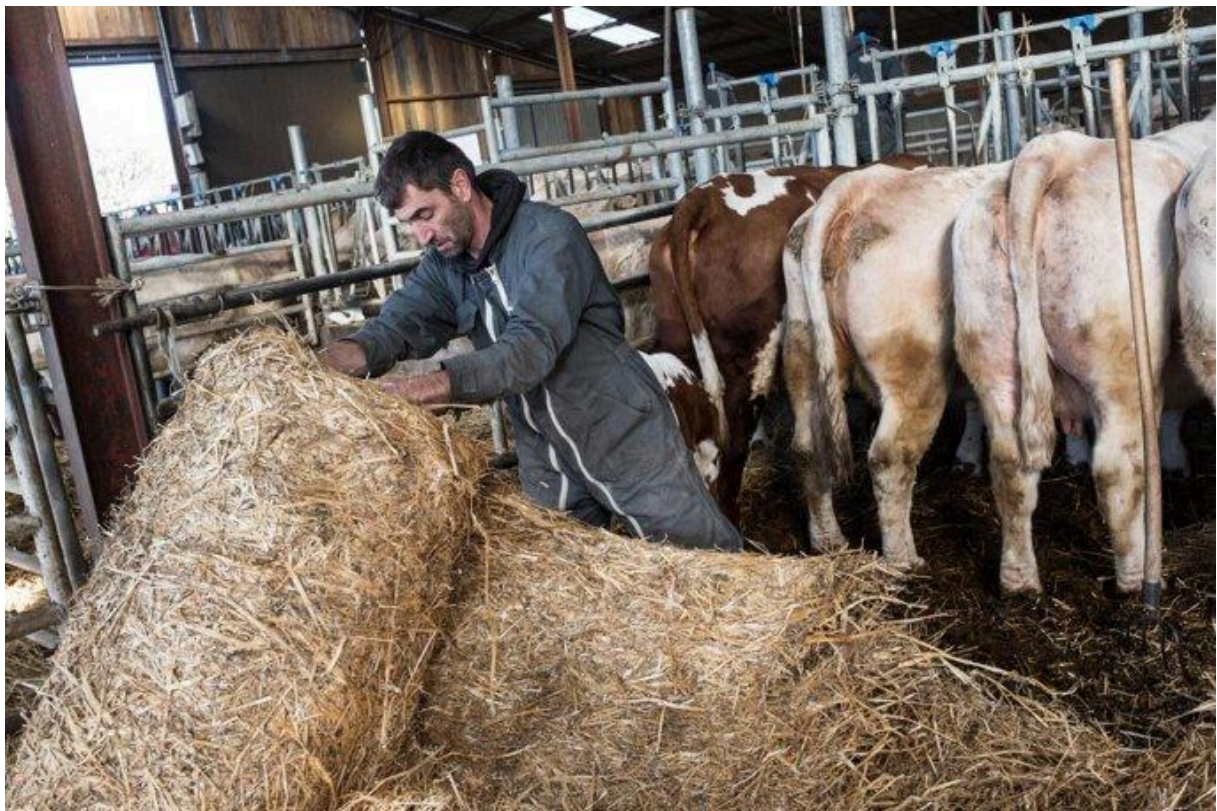
« *En dix-neuf ans d'exploitation, je n'ai jamais été aussi pauvre* », poursuit ce père de deux enfants, affirmant vivre chaque mois avec 1 000 euros, prélevés sur un chiffre d'affaires de 120 000 euros composé pour moitié d'aides de la Politique agricole commune (PAC), pour moitié du fruit de ses ventes. Soit, rapportée à la quantité de travail fourni, une rémunération horaire d'un peu plus de 3,5 euros.

Quelques pas plus loin, le paysan pose devant son tracteur, un massif New Holland bleu acheté d'occasion trois ans plus tôt. « *Cette saloperie me coûte 6 000 euros par an juste en remboursement du prêt que j'ai contracté* », explique-t-il. L'imprévu, ici, c'est l'évolution du prix du gazole non routier (GNR), qui, après une première flambée au commencement de la guerre en Ukraine, début 2022, est reparti à la hausse. « *En un an, ma dépense annuelle de gazole est passée de 10 000 à 15 000 euros* », indique Mathieu.

« **Détresse** » du monde paysan

L'éleveur est à la tête d'un troupeau d'environ 150 bovins, dont une cinquantaine de mères, destinés au marché de la viande bio. Il a repris en main l'exploitation familiale en 2005.

Une vingtaine de mètres encore et l'on fait connaissance avec onze broutards (jeunes bovins sevrés), qui auraient dû partir à l'abattage « *mais sont toujours là parce que les frigos sont pleins* », que « *les gens n'ont plus d'argent pour s'acheter de la viande* », alors que, « *dans le même temps, on continue d'en importer* ». Soit 10 000 à 12 000 euros de rentrées retardées et de dépenses supplémentaires pour nourrir les animaux, qu'il a fallu de surcroît vacciner, aux frais de l'exploitant, contre la maladie hémorragique épizootique, apparue en France mi-septembre.



Tous les matins et tous les soirs, Mathieu paille les enclos de ses bêtes et leur donne à manger. © Photo Pablo Chignard pour Mediapart

Si on ajoute les sécheresses à répétition, l'effondrement du marché du bio depuis la fin des confinements, 11 000 euros d'aides de la PAC qui auraient dû être versés mais n'arrivent pas, des soucis de santé dans la famille, un corps qui, à 46 ans, commence à sentir les effets de l'âge après une vie d'effort... « *Non, moi, ça ne va pas* », conclut Mathieu Favodon.

Et oui, il soutient de tout cœur le coup de gueule du monde agricole. Parce que le mouvement est parti de la base, « *d'un mec vers Toulouse qui a ouvert sa gueule* », bousculant les habitudes de taiseux des paysans, et que « *tous les autres ont suivi* ». Parce qu'il est temps de « *dire la détresse du monde paysan du fait des marchés qui ne se tiennent pas* », les collègues qui « *se sont suicidés à l'alcool* » – il dit en connaître trois ou quatre dans son secteur –, les épouses qui prennent la tangente quand elles découvrent la réalité du travail agricole – une semaine de vacances par an et un dimanche de repos de temps en temps.

Parce que la colère exprimée sur les blocages autoroutiers est en grande partie la sienne, face à un gouvernement qui « *fait passer [au Parlement] la fin de la détaxe sur le GNR en pleine nuit, avec l'article 49-3* », dans la loi de programmation des finances publiques ; qui permet « *l'importation de produits étrangers ne répondant pas aux mêmes normes que les nôtres* » ; qui « *cherche juste à calmer les esprits* » avec les lois Egalim visant à une meilleure répartition des revenus entre les producteurs et des distributeurs, sans que les premiers « *ai[ent] jamais vu la couleur de cet argent* ».



Saint-Hilaire-La-Croix le 25 janvier 2024. « Il faut passer son temps derrière l'ordinateur, tout est dématérialisé, c'est pas mon truc. Pour filer des infos à ma comptable, je pète les plombs ! » © Photo Pablo Chignard pour Mediapart

Lui aussi avoue sa lassitude face à l'envahissement de son activité par la paperasserie administrative, les heures passées à rechercher un document manquant pour la comptabilité sur une plateforme numérique qui plante régulièrement, les contrôles incessants, « *pour l'herbe, la surface exploitée, le tas de fumier, la sécheresse...* ».

En 2019, Mathieu a accueilli dans sa grange la troupe de théâtre Le Désordre des choses pour une représentation de la pièce *Neuf mouvements pour une cavale*, hommage à l'éleveur bourguignon [Jérôme Laronze](#), abattu deux ans plus tôt par un gendarme alors qu'il fuyait un énième contrôle administratif. « *On était une soixantaine de spectateurs, plutôt des gars de la Confédération paysanne, et on est ressortis de la grange la gorge serrée* », se souvient-il.

« Pas le profil » FNSEA

L'éleveur a un temps été membre de la Confédération, dont son père a même été président pour le Puy-de-Dôme. Il continue de professer un credo du produire moins et mieux, la recherche de l'autonomie des exploitations, à travers la culture de plantes fourragères et de céréales.

« *L'an dernier, on a brossé les prairies pour récupérer les graines et ne pas avoir à les racheter* », relate avec fierté le paysan, qui passe de la musique classique à ses bêtes à l'heure des repas et s'est fait une raison : sa préférée, Dalia, 17 ans déjà, mourra à la maison, quand les accros du productivisme envoient en général leurs vaches à la réforme quand elles atteignent l'âge de 8 ans.



Saint-Hilaire-La-Croix le 25 janvier 2024. Depuis un an, le prix du gazole pour les tracteurs n'a cessé d'augmenter. © Photo Pablo Chignard pour Mediapart

Ce pedigree un peu atypique a dissuadé Mathieu de participer au blocage de l'autoroute A71, mis en place depuis mercredi par des agriculteurs au Brézet, en périphérie de Clermont-Ferrand. « *J'ai un peu peur d'y aller, je n'ai pas le profil FNSEA* » (la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), explique-t-il. Pour cette raison, il a même tenté, sans succès, de convaincre une poignée d'amis d'organiser leur propre barrage filtrant à Combronde, bourg le plus proche de Saint-Hilaire.

Car pour lui, il ne fait pas de doute que, passé un bref moment de flottement initial, le principal syndicat du monde agricole et son corollaire, les Jeunes agriculteurs (JA), ont repris en main le

mouvement de contestation. *« Je reçois tous les jours des messages de la FNSEA et des JA, ils ont les numéros de tous les agriculteurs grâce à la chambre d'agriculture, assure-t-il. Ils appellent les exploitants à venir [sur le point de blocage – ndlr], indiquent où les gens peuvent stationner leur voiture. »*

Exercice d'équilibriste

Le paysan désapprouve aussi la mise en cause des normes écologiques, poussée selon lui par la FNSEA. Son père, Bernard, 75 ans, s'immisce dans la conversation : *« On ne peut pas les suivre sur le phytosanitaire. On ne peut pas se battre pour la suppression de toutes les normes. Au contraire, au moment où on est envahis par des œufs, des poulets, des pommes produits en Pologne avec des normes différentes, on doit se battre pour qu'en Europe, tout le monde soit sur le même plan. »*



Saint-Hilaire-La-Croix, le 25 janvier 2024. Mathieu est dépité, il n'arrive pas à faire téter l'un de ses veaux. © Photo Pablo Chignard pour Mediapart

L'ancien directeur de la publication de l'hebdomadaire *Le Paysan d'Auvergne* pointe par ailleurs l'ambiguïté de la position de la FNSEA, qui *« cogère la politique agricole avec tous les gouvernements successifs et nomme les ministres de l'agriculture »*, tout en critiquant cette politique aujourd'hui dans la rue.

« Ils sont dans un exercice d'équilibriste », rendu d'autant plus périlleux que la Coordination rurale, sur leur droite, organise *« une surenchère »* dans la virulence des manifestations, espérant que cette stratégie lui permettra de glaner la présidence de plusieurs chambres d'agriculture lors des prochaines élections professionnelles agricoles, en février 2025, analyse-t-il.

Le fils, Mathieu, n'a pas non plus trop envie de se retrouver nez à nez avec un Jordan Bardella, président du Rassemblement national, au détour d'une manifestation d'agriculteurs et agricultrices. *«*

On ne les a jamais vus et tout d'un coup on les découvre au cul des vaches, alors que les élections européennes arrivent, plaisante l'éleveur, qui n'a pas oublié l'origine juive polonaise de son arrière-grand-père maternel. Si Bardella débarque ici, j'envoie d'abord le chien, puis ce sera la fourche. »

Avec quelques amis, le paysan s'est quand même décidé, vendredi soir, à faire une apparition sur le point de blocage de l'autoroute à Clermont-Ferrand. Juste à temps pour entendre en direct les annonces du premier ministre, Gabriel Attal. « *Il nous a passé de la pommade, mais ce n'est pas assez* », commente-t-il, dubitatif.

« *Le maintien de la prime pour le GNR, ce n'est pas mal, mais il n'a pas parlé de revenu, il n'a pas dit grand-chose sur le libre-échange ni sur l'élevage, détaille Mathieu. Je pense qu'il a plutôt voulu faire plaisir aux céréaliers, en parlant de l'eau, qui n'est pas un sujet principal de la détresse agricole.* » Pour lui, c'est clair : « *Le mouvement ne va pas s'arrêter comme ça.* »

À lire aussi

[Dans la Creuse, la colère des agriculteurs déborde les syndicats](#) 24 janvier 2024

[« Qu'ils nous écoutent, au moins ça... » : en Occitanie, les agriculteurs multiplient les blocages](#) 20 janvier 2024